

1

D'où viennent-ils ?

Aujourd'hui le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine sont souvent regroupés sous un même vocable : « BRIC ». Cette appellation désigne des économies dont la taille et le potentiel sont à même de leur conférer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale, concurrençant les économies avancées que sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne ou la France. Mais elle masque des histoires politiques, économiques et sociales bien différentes, qu'il faut comprendre pour saisir les fondements de leurs trajectoires contemporaines. C'est pourquoi nous distinguerons deux sous-ensembles dans ce chapitre : les économies ayant connu la collectivisation et la planification centralisée (URSS, Chine et Inde) et les autres (Amérique latine, dont le Brésil).

■ A. Brésil, Mexique, Argentine : l'Amérique latine jusque dans les années 1980

Au début du xx^e siècle, l'Amérique latine ne joue qu'un rôle marginal dans l'économie mondiale. Celle-ci est dominée par le Royaume-Uni et la France, empires coloniaux en déclin, l'Allemagne, qui installe sa puissance, et les États-Unis d'Amérique, dont l'essor est irrésistible. Avec 80 millions d'habitants, le continent latino-américain est faiblement peuplé au regard de l'espace disponible. Alors qu'il fournit une quantité significative de métaux précieux au reste du monde, il ne détient pas 8 % du total mondial de l'or monétaire, contre 22 % pour les États-Unis et 60 % pour l'Europe. Son économie est dominée par le secteur primaire, en particulier par l'agriculture. Les terres sont concentrées entre les mains d'un petit nombre de grands propriétaires latifundiaires appuyés par un clergé catholique puissant. L'extraction minière constitue l'autre pilier économique de la région,

qui n'a pour fonction que de satisfaire les besoins des nations européennes et des États-Unis.

• **Entre les deux guerres :
l'impossible émancipation économique**

Sur cette base, une forme de spécialisation des économies latino-américaines se constitue en fonction de leurs dotations : au Brésil, l'essentiel des exportations est constitué de caoutchouc et, surtout, de café. L'Argentine exporte des céréales et de la viande, l'Uruguay des produits d'élevage. Le Venezuela et le Mexique s'appuient sur leurs gisements de pétrole, le Pérou sur l'étain, le Chili sur le cuivre et les nitrates, Cuba sur le sucre de canne. Durant la Première Guerre mondiale, le continent développe sa production pour fournir des denrées de base indispensables à une Europe happée par le conflit. Mais la concentration des exportations sur un petit nombre de produits primaires entraîne une forte dépendance envers les cours mondiaux des matières premières, qui sont fixés sur les marchés de leurs principaux clients.

Les infrastructures de production, de transport et de communication portent la marque de cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur : elles sont organisées pour permettre un accès rapide aux ressources naturelles en vue de leur exportation, et non pour le développement des activités domestiques. Ainsi, au Brésil, les besoins liés à l'exportation de café stimulent la construction de près de 7000 kilomètres de voies ferrées entre 1850 et 1900, dont la principale relie les plantations situées sur les hauteurs orientales de São Paulo au port atlantique de Santos.

Ce mode de développement a ses limites : au Brésil, la prédominance de la culture du café, héritage de la période coloniale et de l'esclavage, induit une forte vulnérabilité de l'économie envers les cycles agricoles. Ainsi, la période de quatre ans qui sépare la plantation d'un caféier de la première récolte explique en grande partie les cycles de prix, parfois violents, qui ont déstabilisé l'économie du pays durant l'entre-deux-guerres (*cf.* encadré 1).

**Encadré 1. Les fluctuations de prix dans l'agriculture :
le cas du café au Brésil (1920-1940)**

Si, à la suite d'un choc d'offre (mauvaise récolte) ou de demande (accroissement de la consommation), les prix affichent une tendance à la hausse, les producteurs réagissent en augmentant fortement les plantations ; compte tenu de la durée de croissance de la plante, le pic de production de café correspondant à ces plantations ne survient

que quatre ans après, lorsque les conditions du marché ont changé. La surproduction qui en résulte entraîne une chute brutale des prix, qui pousse à l'arrachage des plantations. Et le cycle recommence...

Si les exportations d'un pays sont essentiellement constituées de produits agricoles, ces variations peuvent avoir de lourdes conséquences. Au Brésil, les fluctuations des prix agricoles conduisent progressivement l'État à intervenir dans le secteur pour garantir les revenus des producteurs. Lorsque le marché mondial se contracte dans les années 1930, le prix du café s'effondre et la charge pour l'État s'alourdit, accroissant l'endettement extérieur. Celui-ci atteint rapidement des niveaux insoutenables, forçant le gouvernement à prononcer un défaut partiel sur sa dette souveraine.

Ce type de phénomène cyclique a été décrit principalement dans l'agriculture (ainsi le fameux « cycle du porc ») ; mais il n'est pas cantonné à ce secteur. Il s'explique par la longueur du cycle de production, par la distribution de l'information parmi les acteurs économiques (investisseurs, producteurs, distributeurs, consommateurs, etc.) et par la synchronisation de leurs réactions aux informations qu'ils reçoivent du marché.

Pour aller plus loin : Arthur A. Harlow (1960) : « *The Hog Cycle and the Cobweb Theorem* », *Journal of Farm Economics*, vol. 42, n° 4, nov. 1960, p. 842-853.

Dans la foulée de la crise des années 1930, le Brésil connaît une période de troubles politiques qui aboutissent à la destitution du gouvernement. L'« *Estado Novo* » (État Nouveau) qui s'ensuit, instauré en 1937 et partiellement inspiré du fascisme italien, se traduit par un revirement vers une politique interventionniste et protectionniste qui s'efforce de limiter la dépendance extérieure en diversifiant l'économie nationale (présidence de Getulio Vargas, 1937-1945).

L'Argentine, qui a connu depuis le début du siècle un début d'industrialisation grâce à un afflux record de capitaux étrangers, peut s'appuyer plus largement que le Brésil sur son marché intérieur. Elle connaît un développement rapide dans les années vingt, au point d'apparaître alors comme la « Suisse de l'Amérique du Sud » : le niveau de vie est alors équivalent à celui des pays d'Europe occidentale. L'économie argentine reste toutefois exposée aux fluctuations de la demande mondiale et sa croissance est financée par l'emprunt extérieur, ce qui en fragilise les bases. La crise des années 1930 touche de plein fouet la production argentine, qui chute lourdement. Elle ne retrouvera son niveau de 1929 qu'après la Deuxième Guerre mondiale.

Le Mexique, dont le Nord s'est pourtant industrialisé au contact des nouveaux États du Sud des États-Unis, apparaît comparativement en retrait, se limitant principalement à l'exportation d'argent et de pétrole. Sous la présidence de

Lazaro Cardenas (1934-1940), une impulsion nationaliste est donnée à la politique économique avec l'expropriation, en 1938, des propriétaires britanniques et nord-américains de l'industrie pétrolière mexicaine. Ce tournant provoque la colère des puissances occidentales sans aboutir pour autant au décollage espéré. L'un des obstacles majeurs au développement du Mexique reste le niveau excessif des inégalités de revenus, qui freinent la constitution d'une classe moyenne influente et attisent un mécontentement social périodiquement cristallisé en luttes politiques souvent violentes.

• **Après la Deuxième Guerre mondiale : le découplage entre l'Amérique latine et le « Nord »**

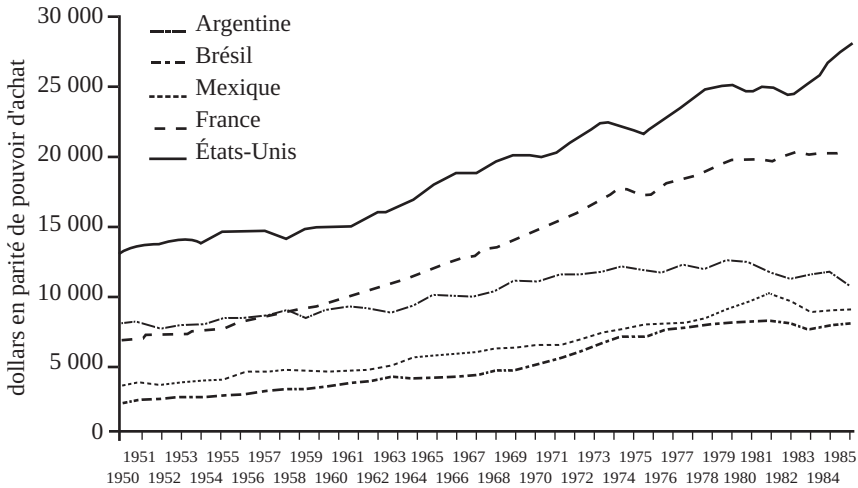
Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique latine dispose d'atouts considérables : elle n'a pas subi de destruction sur son sol et a développé des industries de substitution aux importations qu'elle recevait avant-guerre de l'Europe. Le conflit a également provoqué une réorientation de ses relations économiques vers les États-Unis, qui deviennent désormais le véritable pôle d'attraction extérieur de cette région, en lieu et place de la vieille Europe. Compte tenu du dynamisme de l'économie américaine, cette nouvelle orientation géographique des échanges recèle d'immenses opportunités.

Pourtant, alors que la croissance s'accélère aux États-Unis et qu'elle reprend vigoureusement en Europe, l'Amérique latine ne tire pas parti de la situation. Au lieu de rattraper les niveaux de vie du Nord, les pays d'Amérique latine restent à distance, en particulier l'Argentine, irrémédiablement distancée entre 1950 et 1980 (*cf.* graphique 1). Pourquoi cette occasion manquée ?

L'explication première réside dans l'évolution de la productivité. Alors que celle-ci s'envole en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, sous l'impulsion de la mécanisation de l'agriculture et de l'industrie, elle ne croît que lentement en Amérique latine. L'industrie et les services ne prennent pas le relais de l'agriculture comme moteurs de la croissance ; le « déversement sectoriel » cher à Alfred Sauvy ne s'y produit pas au même rythme.

Une deuxième explication est liée à la répartition de la valeur ajoutée : à la différence des pays du Nord, les gains de productivité, lorsqu'ils ont lieu, ne sont pas correctement redistribués aux salariés, ce qui interdit d'enclencher la croissance de la consommation qui assurerait des débouchés à l'accroissement de la production. L'industrialisation à marche forcée se traduit par une désaffectation du secteur agricole, qui, faute d'investissements et de réforme agraire modernisatrice, ne connaît pas le décollage observé au Nord.

Graphique 1. Argentine, Brésil, Mexique : évolution comparée des PIB par habitant (1950-1985)



Source : Penn Tables, 2009.

Si exode rural il y a, il n'est donc pas dû aux mêmes causes qu'en Europe où l'augmentation de la productivité pousse la population rurale à trouver dans l'industrie et les services les emplois perdus dans l'agriculture. En Amérique latine, c'est la croissance démographique qui joue le rôle principal : son rythme, le plus élevé du monde à cette époque (2,5 % par an en moyenne pour le continent, avec des pics à 3,4 % dans les années 1960 au Mexique), pousse la main-d'œuvre excédentaire à rechercher du travail dans les villes, provoquant la prolifération de bidonvilles aux portes des grandes agglomérations. En même temps, le développement industriel ne parvient pas à absorber cet afflux de main-d'œuvre, ce qui tend à dégrader les conditions salariales dans l'industrie.

Ce mouvement de désarticulation de la société aggrave les inégalités de revenus (cf. tableau 1), qui alimentent en retour l'instabilité sociopolitique du continent sud-américain.

Tableau 1. Évolution des disparités de revenus au Brésil et au Mexique, 1960-1976

Part (%) du revenu national détenue par les...		1960	1976
Brésil	50 % les plus pauvres	17,4	13,1
Mexique	40 % les plus pauvres	14,3	10,9

Source : Salama P. et Valier J., *L'Amérique latine dans la crise*, Nathan, 1991, p. 60.

L'étude du contexte politique et institutionnel de l'Amérique latine de l'après guerre aide à comprendre ces évolutions macroéconomiques et sociales. La démocratie n'est pas stabilisée et l'état de droit est fort mal appliqué. L'armée n'est pas cantonnée à son rôle de défense nationale mais intervient dans la politique intérieure. Les régimes se succèdent au rythme de coups d'État et autres *pronunciamento*, prenant tour à tour une forme autoritaire, populiste ou mixte. L'évasion fiscale, la corruption, la criminalité et l'inflation sont récurrentes : autant de signes de la faible légitimité dont jouissent les institutions publiques au sein de la population.

Dans ce contexte, les entreprises ne peuvent pas s'appuyer sur des infrastructures et un système bancaire solides pour se développer. Prisonnières du présent, elles ne mènent pas de politique de modernisation susceptible d'améliorer leur productivité. Les salaires réels qu'elles distribuent sont faibles, ce qui limite en retour la demande qui leur est adressée. Les conditions d'une croissance durable de l'investissement, financée au moins en partie par l'épargne intérieure, ne sont pas réunies. Le système productif reste donc bloqué dans un régime faiblement efficace.

Enfin, leur mode d'insertion dans l'économie mondiale n'aide pas les économies latino-américaines à sortir de l'ornière : principalement exportatrices de produits de base (agricoles, énergétiques ou minéraux), elles souffrent d'une dégradation tendancielle des termes de l'échange qui s'accroît à partir des années 1950. Il faut toujours davantage d'exportations pour financer le même volume d'importations occidentales. Ceci provoque un déséquilibre chronique de la balance courante et joue progressivement le rôle de pompe aspirante sur la richesse nationale : ayant couvert les déficits commerciaux par l'endettement en devises, les agents résidents voient progressivement leur épargne, puis leur consommation, ponctionnés par les remboursements exigés.